

BULLETIN OFFICIEL DES ARMEES



Edition Chronologique

PARTIE PERMANENTE
Marine nationale

INSTRUCTION N° 30/DEF/EMM/OPL/STN

relative à l'organisation et à la coordination du soutien logistique des bâtiments en océan Indien.

Du 4 mai 1999

ÉTAT-MAJOR DE LA MARINE : *division « opérations/logistique » ; bureau « soutien des forces ».*

INSTRUCTION N° 30/DEF/EMM/OPL/STN relative à l'organisation et à la coordination du soutien logistique des bâtiments en océan Indien.

Du 4 mai 1999

NOR D E F B 9 9 5 1 1 8 3 J

Références :

- a). Instruction 345 /DEF/EMM/PL/ORA du 11 juillet 1997 (BOC, p. 3382).
- b). Instruction 243 /DEF/EMM/PL/ORA du 06 mai 1997 (BOC, p. 2408) modifiée.
- c). Instruction 264 /DEF/EMM/PL/ORA du 28 mai 1997 (BOC, p. 2775) modifiée.
- d). Lettre n° 149/DEF/EMM/PL/EPG du 15 avril 1999 (n.i. BO).
- e). Directive n° 16/DEF/EMM/OPL/STN - DSA/SPN/FS - 16/DCN/SPI/FS du 27 novembre 1998 diffusée par la lettre n° 589/DEF/EMM/OPL/STN du 24 décembre 1998 (n.i. BO).
- f). Instruction conjointe n° 258/DEF/EMM/OPL/STN - 50000325/DEF/DCN/D du 6 juin 1995 [(BOC, p. 3925) ; abrogée par l' instruction 602 /DEF/EMM/OPL/STN du 09 août 2000 (BOC, p. 4470)].
- g). Instruction 20 /DEF/EMM/OPL/STN du 09 juin 1994 (BOC, p. 2650).
- h). Instruction 60 /DEF/EMM/LOG/EF du 02 mars 1992 (mention au BOC, p. 3245).
- i). Instruction n° 2/DEF/EMM/LOG/TAR du 6 juillet 1990 (n.i. BO).

Classement dans l'édition méthodique : BOEM 570-0.2.5.

Référence de publication : BOC, p. 5213.

SOMMAIRE

- 1. OBJET.
- 2. PRINCIPES.
- 3. ÉLÉMENTS DE FORCES MARITIMES À SOUTENIR EN PERMANENCE.
- 4. MOYENS DE SOUTIEN LOGISTIQUE DANS LE SUD DE L'OCÉAN INDIEN.
 - 4.1. Capacités des formations organiques.
 - 4.2. Capacités interarmées à la Réunion.
 - 4.3. Capacités étatiques de la délégation générale pour l'armement.
 - 4.4. Capacités industrielles civiles.
- 5. MOYENS DE SOUTIEN LOGISTIQUE DANS LE NORD DE L'OCÉAN INDIEN.
 - 5.1. Capacités des formations organiques.
 - 5.2. Capacités interarmées à Djibouti.

5.3. Capacités industrielles civiles.

5.4. Ravitaillement.

6. COORDINATION DU SOUTIEN LOGISTIQUE.

6.1. Principes.

6.2. Coordination des moyens de soutien.

6.3. Interventions dépassant les moyens militaires sur place.

6.4. Procédures.

6.4.1. Maintenance majeure.

6.4.2. Maintenance opérationnelle.

6.5. Arbitrage.

1. OBJET.

L'objet de la présente instruction est de définir l'organisation du soutien logistique, dans ses fonctions de maintenance et de ravitaillement, des bâtiments affectés ou déployés dans l'océan Indien. Cette instruction n'aborde pas le cas d'une projection de force maritime qui fait alors l'objet de directives particulières.

Elle est prise en application des instructions sur l'organisation et les attributions des commandements de la marine dans les zones maritimes de l'océan Indien, zone sud de l'océan Indien et à Djibouti rappelées en références *a)*, *b)* et *c)*.

Les termes de la présente instruction feront l'objet d'un nouvel examen lorsque les ateliers à terre de la base navale de la Réunion seront en service.

2. PRINCIPES.

Les structures aujourd'hui en place en métropole pour l'organisation et la conduite de la maintenance des éléments de forces maritimes ne sont pas applicables telles quelles outre-mer. Cependant les principes restent les mêmes.

Le commandant organique est responsable de la définition et de l'expression des besoins à satisfaire dans tous les domaines qui concourent à la mise et au maintien en condition des forces qui lui sont rattachées. Il prononce la disponibilité des unités qui lui sont rattachées et en rend compte au chef d'état-major de la marine (*CEMM*).

La maintenance majeure [indisponibilité périodique pour entretien et réparation (*IPER*)] est organisée et conduite conformément aux dispositions retenues [réf. *e)* et *f)*].

La maintenance opérationnelle [période de maintenance intermédiaire et indisponibilité pour entretien (*IE*)] des bâtiments de surface affectés est programmée par les autorités organiques, en liaison avec les autorités disposant de moyens de soutien dans le respect des normes d'activités et de maintenance fixées par instructions.

Les autorités maritimes veillent à la satisfaction des besoins de ravitaillement des forces placées sous leur autorité. Elles s'assurent que les unités expriment, avec le plus grand préavis possible, leurs besoins

conformément aux dispositions de l'instruction relative à la signalisation des besoins logistiques [*SIBELOG* réf. *i*]).

Toulon est le port ravitailleur des bâtiments affectés en océan Indien.

3. ÉLÉMENTS DE FORCES MARITIMES À SOUTENIR EN PERMANENCE.

Les éléments à soutenir en permanence sont ceux :

- affectés de façon permanente auprès du commandant de la zone maritime océan Indien (*ALINDIEN*) [réf. *a*] ;
- basés à la Réunion et à Mayotte et placés sous l'autorité organique du commandant de la marine dans la zone sud de l'océan Indien (*COMAR* la Réunion) ou du commandant de la gendarmerie maritime (*COMGENDMAR*) [réf. *b*] ;
- basés à Djibouti et placés sous l'autorité organique de *COMAR* Djibouti [réf. *c*].

4. MOYENS DE SOUTIEN LOGISTIQUE DANS LE SUD DE L'OCÉAN INDIEN.

4.1. Capacités des formations organiques.

Les moyens de soutien sont répartis au sein des formations suivantes :

- la base navale de Port-des-Galets et son détachement marine à Mayotte ;
- le bâtiment de soutien mobile, placé sous le commandement organique d'*ALINDIEN* ;
- l'équipe de soutien des bâtiments à faible équipage (*ESBFE*) de Toulon au profit de la frégate de surveillance d'*ALINDIEN* ou des frégates de surveillance de passage [réf. *h*].

4.2. Capacités interarmées à la Réunion.

Les soutiens communs sont assurés par les directions et services placés sous l'autorité du commandant supérieur des forces armées dans la zone sud de l'océan Indien (*COMSUP FAZ SOI*) ; des protocoles d'accord entre armées formalisent localement les prestations fournies.

4.3. Capacités étatiques de la délégation générale pour l'armement.

Elles sont constituées par le service des constructions navales de la Réunion (*SCN* la Réunion).

4.4. Capacités industrielles civiles.

A la Réunion et à Mayotte, une cale de halage pour petits bâtiments et un tissu industriel permettent d'effectuer des travaux dans certains domaines : chaudronnerie, mécanique, électromécanique en particulier.

Dans les points d'appui à l'étranger, des chantiers de réparation navale peuvent être utilisés si nécessaire, par l'intermédiaire du *SCN* la Réunion.

5. MOYENS DE SOUTIEN LOGISTIQUE DANS LE NORD DE L'OCÉAN INDIEN.

5.1. Capacités des formations organiques.

Les moyens de soutien sont répartis au sein des formations suivantes :

- l'unité marine de Djibouti ;

- le bâtiment de soutien mobile, placé sous l'autorité organique d'*ALINDIEN*, lorsqu'il est déployé dans cette partie de la zone ;
- le bâtiment de soutien logistique placé sous l'autorité organique du commandant de la force d'action navale (*ALFAN*) et déployé périodiquement en océan Indien.

5.2. Capacités interarmées à Djibouti.

Les soutiens communs sont assurés par les directions et services placés sous l'autorité du commandant supérieur des forces françaises de Djibouti (*COMFOR* Djibouti) ; des protocoles d'accord entre armées formalisent localement les prestations fournies.

5.3. Capacités industrielles civiles.

A Djibouti, un tissu industriel permet d'effectuer des petits travaux dans certains domaines. La cale de halage du port autonome permet d'effectuer des travaux sur coque de faible niveau pour un bâtiment de type *EDIC*.

Dans les points d'appui, des chantiers de réparation navale peuvent être utilisés si nécessaire, par l'intermédiaire de la section flotte en service de Toulon (SPN/SFS Toulon).

5.4. Ravitaillement.

Le service interarmées de transit maritime de Djibouti (*SITRAM*), sous autorité organique de *COMAR* Djibouti, a pour mission de traiter le fret maritime à destination ou en provenance des unités en océan Indien. Il assure la gestion de stocks limités de différentes natures, permettant la satisfaction des besoins logistiques des bâtiments dans le domaine des vivres et de certains matériels consommables.

L'escale de transit aérien (*ETAI*) traite le fret aérien à destination ou en provenance des forces françaises de Djibouti.

6. COORDINATION DU SOUTIEN LOGISTIQUE.

6.1. Principes.

Chaque autorité organique sur zone ou ayant des bâtiments présents en océan Indien, exprime ses besoins et demande les concours jugés nécessaires auprès de l'autorité responsable des moyens de soutien susceptibles d'intervenir au profit du bâtiment concerné.

Dans la mesure de leurs possibilités, les structures organiques citées ci-dessus (§ 4 et 5) apportent leurs concours aux bâtiments demandeurs.

Pour les bâtiments quittant la zone afin d'effectuer une *IPER* en métropole, l'autorité organique prépare cette *IPER* avec la commission mixte d'entretien (*CME*) du port où se déroulera l'indisponibilité.

6.2. Coordination des moyens de soutien.

ALINDIEN coordonne les travaux de préparation du programme général de maintenance et arrête en conséquence le programme d'activité du bâtiment de soutien qui lui est organiquement rattaché ; il fixe les priorités entre les demandes de soutien qui lui sont adressées. Il peut confier au commandant du bâtiment de soutien certaines tâches comme la coordination des interventions urgentes.

ALINDIEN exprime auprès de l'état-major de la marine (*EMM*), en tenant informé *ALFAN*, les besoins de soutien en océan Indien qui nécessiteraient le déploiement sur zone du bâtiment de soutien basé en métropole ; cette demande est adressée avec le préavis nécessaire pour être prise en compte en conférence annuelle d'activité. Une instruction particulière de l'*EMM* fixe l'activité du bâtiment pendant la durée de son

déploiement.

Le commandant de la marine (*COMAR* la Réunion au *COMAR* Djibouti) est responsable de la satisfaction des besoins exprimés par les unités placées sous son commandement organique et de passage. Il fournit à ces unités le soutien spécifique qu'il est en mesure de leur apporter. A la Réunion, il est aidé dans cette tâche par le *SCN*.

Il s'adresse à *ALINDIEN* pour obtenir les concours du bâtiment de soutien.

Il centralise, transmet et assure le suivi des demandes de soutien commun pouvant être assurées par les directions et services interarmées ou à vocation interarmées relevant de l'autorité d'emploi du *COMSUP/COMFOR*.

ALINDIEN et les commandants de la marine sont les correspondants normaux de l'*EMM* pour toutes les questions relevant de la maintenance et du ravitaillement de leurs éléments.

6.3. Interventions dépassant les moyens militaires sur place.

Si les moyens militaires existants sur zone ne permettent pas de satisfaire les besoins exprimés par les unités ou leur autorité organique :

- dans le sud de l'océan Indien, *COMAR* la Réunion s'adresse au *SCN* la Réunion pour faire appel aux capacités industrielles locales ; ce dernier est alors responsable des liaisons techniques et contractuelles ;
- dans le nord de l'océan Indien, *COMAR* Djibouti ou *ALINDIEN* s'adressent à la section flotte en service de Toulon (*SFS*) pour obtenir le concours de moyens industriels locaux.

En cas de recours aux moyens métropolitains, les demandes sont adressées par *ALINDIEN* ou, après avis du *SCN* la Réunion, par *COMAR* la Réunion :

- au commandant d'arrondissement maritime de Toulon (*CECMED*) pour l'intervention de moyens industriels ou d'un atelier militaire de la flotte (*AMF*). (Après que les conditions de l'expertise ou de l'intervention ont été étudiées avec la *SFS* Toulon, l'*EMM* donne son accord à l'envoi de personnel militaire ou civil en mission.) ;
- à *CECMED* pour faire intervenir l'*ESBFE*.

Les travaux ou les achats à l'étranger, conditionnant la disponibilité des bâtiments ou leur capacité à durer, sont autorisés et financés conformément aux procédures en vigueur [réf. g)].

6.4. Procédures.

6.4.1. Maintenance majeure.

En fonction des éléments fournis par les autorités organiques, *ALINDIEN* coordonne les propositions faites à l'*EMM* pour l'élaboration du programme général de maintenance (*IPER*) conformément aux procédures en vigueur.

Les autorités organiques proposent à l'échelon central, avec le préavis nécessaire, les éléments de leur compétence pour l'élaboration de la décision de lancement d'*IPER* (*DL*) et de la décision d'*IPER* (*DI*).

6.4.2. Maintenance opérationnelle.

Après s'être concertés, *ALINDIEN*, *COMAR* la Réunion et *COMAR* Djibouti établissent trimestriellement, chacun en ce qui les concerne pour les douze mois à venir, le programme local de maintenance fixant les

périodes d'entretien intermédiaire des bâtiments, y compris les concours apportés aux différents bâtiments ne relevant pas de leur autorité. Ce programme rappelle en outre le programme général des *IPER*.

Il est transmis par le *COMAR* au *COMSUP* ou au *COMFOR* ainsi qu'à l'*EMM* (division « opérations logistique ») et à la direction des systèmes d'armes (service des programmes navals, division flotte en service DSA/SPN/FS), dix jours avant la fin de chaque trimestre.

6.5. Arbitrage.

En cas de désaccord non réglé sur zone, l'arbitrage final incombe au chef d'état-major de la marine.

Pour le ministre de la défense et par délégation :

Le vice-amiral d'escadre, major général de la marine,

Philippe MALLARD.